



Fin de la XIV session plénière de la Commission mixte pour le dialogue théologique entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine

La XIV session plénière de la Commission mixte pour le dialogue théologique entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine s'est terminée le 21 septembre 2016, à Chieti (Italie).

Après adoption des amendements et addenda nécessaires, la session plénière de la Commission mixte pour le dialogue théologique entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine a approuvé le document commun « Synodalité et primauté pendant le Premier millénaire : Vers une compréhension commune au service de l'unité de l'Église ».

La délégation de l'Église orthodoxe géorgienne a publié une déclaration, exprimant son désaccord avec certains paragraphes du document. Cette déclaration a été incluse au communiqué publié par la séance plénière et figurera au document commun en tant que note. Le document devrait être prochainement publié au nom de la commission.

Pendant les séances, les participants ont discuté du thème de la poursuite du dialogue. Le chef de la délégation de l'Église orthodoxe russe, le métropolite Hilarion de Volokolamsk, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, a proposé de consacrer le prochain stade du dialogue au thème de la synodalité et du primat dans les Églises d'Orient et d'Occident durant le second millénaire. En parallèle, a-t-il souligné, il serait nécessaire de poursuivre la discussion sur l'uniatisme en tant que phénomène apparu après le schisme de 1054 et demeurant jusqu'à aujourd'hui une pierre d'achoppement dans les relations orthodoxes-catholiques.

Le Président du Département des relations ecclésiastiques extérieures a rappelé qu'en 2000, pendant la session de Baltimore (États-Unis), la Commission mixte aurait dû discuter le thème des conséquences ecclésiologiques et canoniques de l'uniatisme. Cette discussion devait s'inscrire dans la poursuite du travail commencé dans les années 1990 avec l'adoption, en 1993, du document de Balamand (Liban), condamnant l'uniatisme. Un autre projet de document sur le même thème avait été élaboré à Aricca (Italie) en 1998. Cependant, la session de Baltimore n'avait pu terminer ses travaux à cause de divergences d'opinion entre les participants catholiques et orthodoxes, de même qu'à l'intérieur des deux parties.

Selon le métropolite Hilarion, « lorsque les travaux de la Commission mixte ont repris après une interruption de six ans, il a été proposé de reprendre la discussion de la question du primat et de la synodalité dans l'Église. L'Église orthodoxe russe a approuvé cette proposition, à condition que les conséquences ecclésiologiques et canoniques de l'union seraient aussi abordées avec les thèmes de la primauté et de la conciliarité. Cependant, en 10 ans, de 2006 à 2016, la commission n'est pas revenue une fois à ce thème. La logique de notre dialogue exige qu'afin d'achever le travail sur le document consacré à la primauté et à la synodalité dans l'Église pendant le premier millénaire, nous passions à l'examen de la question de la synodalité et de la primauté dans les Églises d'Orient et d'Occident au second millénaire. Nous devons nous pencher sur le schisme de 1054, ainsi que sur le problème de l'uniatisme, qui est central pour le second millénaire. Je suppose que les problèmes qui nous séparent seront discutés, et que nous n'arriverons pas à un accord sur chacun de ces points. Cependant, l'objectif de notre dialogue n'est pas de parvenir à un accord sur les questions sur lesquelles nous nous entendons déjà, mais de discuter des problèmes qui nous séparent. Le thème de l'uniatisme est l'un de ces problèmes, et d'une brûlante actualité. »

Le métropolite Hilarion a attiré l'attention des membres de la Commission mixte sur les actions de la direction de l'Église gréco-catholique ukrainienne, inadmissibles d'un point de vue chrétien. « Nous entendons les déclarations de l'archevêque suprême de l'EGCU, Sviatoslav Chevchouk, qui sont en contradiction avec notre dialogue, qui suscitent des obstacles à ce dialogue, et sèment la méfiance entre orthodoxes et catholiques. En février de cette année, à La Havane, le Pape François a rencontré le Patriarche Cyrille. Pour notre Église, c'était un évènement historique, puisque le Pape et le Patriarche ne s'étaient jamais rencontrés. Nous en sommes convaincus, ce fut une bonne rencontre, ouvrant une nouvelle page dans nos relations bilatérales. Cependant, cette rencontre a immédiatement suscité les critiques des gréco-catholiques ukrainiens, et pas seulement d'un groupe de fidèles quelconques, mais de la direction même de l'Église gréco-catholique ukrainienne. Et il ne s'agit pas seulement de critique, mais d'offenses et d'attaques injustes. Nous devons nous rendre compte qu'à l'intérieur de nos Églises il y a des gens qui mettent des obstacles sur notre route, et nous devons garder cela à l'esprit lorsque nous pensons à l'avenir de notre dialogue. »

De son côté, l'archimandrite Irénée (Steenberg), membre de la délégation de l'Église orthodoxe russe, a montré que la discussion du thème de la primauté et de la synodalité dans les Églises d'Orient et d'Occident au second millénaire soulèverait forcément des questions sur lesquelles les deux parties de la commission divergent sérieusement. Néanmoins, il est nécessaire d'aborder ces thèmes de même qu'il est nécessaire de discuter de l'uniatisme. L'archimandrite Irénée a souligné qu'il serait difficile à l'Église orthodoxe russe de poursuivre le dialogue orthodoxe-catholique si la question des conséquences ecclésiologiques et canoniques de l'uniatisme restait sans solution.

Il a néanmoins été décidé de laisser le choix du thème des prochaines séances à l'examen du Comité

de coordination de la Commission mixte, qui se réunira en 2017.

Dans le communiqué de clôture, les participants ont remercié Mgr Bruno Forte, archevêque de Chieti, de son hospitalité.

Les membres de la commission ont aussi exprimé leur solidarité avec la population du Proche Orient, de plusieurs pays d'Europe et du monde. Le document mentionne aussi les métropolitains d'Alep Paul (Patriarcat d'Antioche), membre de la Commission mixte, et Grégoire Jean Ibrahim (Église syro-jacobite), enlevés par les terroristes.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/49199/>